


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Industrie, services publics, fret : la CGT lance l'urgence sociale

Aujourd'hui, la CGT a organisé plus de 130 manifestations et rassemblements partout en France auprès des salarié-es mobilisés dans leur usine, entreprise, pour la défense des services publics et plus largement pour défendre leurs emplois et répondre au défi environnemental.

Pour rappel, ce sont plus de 300 000 emplois directement ou indirectement menacés au travers de plus de 300 plans de licenciement recensés par la CGT à ce jour. Chacun d'entre eux impacte des dizaines, des centaines voire des milliers de familles et font rimer désindustrialisation avec désertification sociale.

Plus de **130 initiatives de lutte ont été organisées**, dont plus de 70 sur des lieux de travail, en particulier devant des sites industriels menacés de fermeture ou de délocalisation avec plusieurs centaines de personnes à chaque fois : Michelin Cholet, AMIS, Vencorex, Poppe et Pothoff à Cluses, PPG à Genlis, Industeel Le Creusot, Cereal Partners France à Itancourt, Bosch Vendôme, Fonderies de Bretagne, Thalès et Airbus Toulouse, Valti, GIMA-AGCO Beauvais, Weylchem Trosly-Breuil, Valéo, Sanofi Lisieux, Naval Group, Legrand, Lecas Nersac, Euralis, Magnetti Marelli, Solvay Salindres, Arcelor...

La multiplicité de ces mobilisations illustre tant la profondeur de la casse industrielle que la volonté des travailleuses et travailleurs de la combattre.


Ont aussi été organisés de **nombreux rassemblements** :

- des enseignant-es devant les directions académiques ;
- des cheminot-es devant des gares, dans le cadre de la grève nationale contre la privatisation du FRET SNCF ;
- des agent-es territoriaux et hospitaliers devant le siège de leur caisse nationale de retraite ;
- ainsi que des manifestations interprofessionnelles dans plusieurs dizaines de localités et des rassemblements devant des chambres patronales.

Beaucoup de ces mobilisations étaient à caractère unitaire.

La CGT rappelle au président de la République qu'il doit revoir sa copie, en arrêtant sa politique de l'offre et de cadeaux aux entreprises, en prenant enfin ses responsabilités et en ouvrant

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



urgement des assises pour l'industrie, afin de relancer notre outil productif et agir pour la sauvegarde des emplois en France.

La CGT alerte : le prochain gouvernement devra impérativement répondre aux urgences sociales et aux exigences des salarié-es via un **changement de méthode et de cap politique**.

Pour rappel, la CGT exige :

- la mise en place d'un moratoire sur les licenciements pour sauvegarder les emplois et l'industrie. Pour cela, il s'agit de renforcer la loi Florange qui impose actuellement la recherche d'un repreneur aux entreprises de plus de 1000 salarié-es mais ne prévoit aucune obligation de cession pour l'entreprise ;
- un plan national de maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie ;
- un retour immédiat aux tarifs réglementés de vente de l'électricité et du gaz ;
- des assises de l'industrie pour définir une grande loi de réindustrialisation du pays qui réponde aux défis environnementaux.

Montreuil, le 12 décembre 2024